

## ÉDITORIAL

<http://dx.doi.org/10.4314/mcd.v6i2.1>

## Une année internationale des forêts, est-ce bien utile ?

Pas de souci, chers lectrices et chers lecteurs : la période morose que nous vivons sur les plans économique et social appelle des démarches marquées par l'espoir et par la conviction que les générations futures seront suffisamment clairvoyantes pour assurer la conservation de l'un des biens les plus précieux de l'humanité : les forêts. Une année internationale qui leur est consacrée peut y contribuer.

Il faut conserver les forêts. Il faut conserver les forêts pour les biens et les services qu'elles fournissent à l'humanité. Ces mots surgissent tout naturellement sous ma plume : c'est bien pour l'homme qu'elles doivent être protégées.

Loin de moi l'intention de distiller des conseils, d'affirmer par exemple que la sylviculture plus ou moins multifonctionnelle telle que pratiquée assez généralement en Europe devrait servir d'exemple dans les pays qui vivent au jour le jour la déforestation et la dégradation de leurs massifs forestiers. Je préfère tenter de comprendre pourquoi, à Madagascar, les forêts sont actuellement soumises à des pressions aussi considérables. Mais aussi pourquoi et comment, en France par exemple, le taux de boisement est passé de 18 % au début du XX<sup>e</sup> siècle à 30 % à l'orée du XXI<sup>e</sup> siècle. Tout comme, en

Suisse, la couverture forestière a augmenté de 17 % environ au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle à 31 % aujourd'hui. En Europe, les forêts ont été au cours du temps fortement mises à contribution par l'Homme en raison des défrichements opérés pour gagner des terres cultivables et d'un usage domestique, agricole et pastoral répandu (ramassage systématique de la litière, pâturage en forêt, collecte intensive de bois de feu, notamment). En Suisse, d'importantes inondations et de grands glissements de terrain, dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, ont marqué les esprits et mis en évidence le rôle protecteur des forêts. L'État fédéral réagit alors en prenant des mesures drastiques pour restaurer et accroître le capital forestier. Les forêts de montagne furent placées sous la haute surveillance de l'État et des moyens dégagés pour promouvoir le reboisement. Il faut cependant noter que sans l'importation de charbon et d'engrais en provenance des pays voisins, qui réduisit rapidement la pression exercée par l'agriculture sur les forêts, un tel renouveau n'eût pas été possible. De cette évolution positive, qui concerne pratiquement tous les pays d'Europe, il est possible de tirer au moins deux enseignements. D'une part que les forestiers, qui ont l'habitude de planifier leurs activités à long terme, savent aussi scruter le passé pour comprendre les raisons d'une situation actuelle dont ils sont les héritiers. D'autre part que l'état des forêts, dans une grande mesure, dépend de l'interaction avec l'homme. Ce dernier constat est d'actualité, tout particulièrement en zone tropicale, où le rythme de destruction des forêts est d'environ 10 millions d'hectares par année – en léger fléchissement par rapport aux précédentes périodes de mesure, selon la FAO.

La forêt est défrichée pour satisfaire la demande de bois de feu et de charbon de bois et pour gagner des terres cultivables et des pâturages. On défriche aussi pour l'agriculture



Défrichement de la forêt dense sèche pour l'agriculture industrielle, région de Morondava (photo Jean-Pierre Sorg)

|                                                                                                                                                             |                                                                                    |               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|---------------|
| VOLUME 6                                                                                                                                                    | ISSUE 2                                                                            | DECEMBER 2011 |
| <b>MADAGASCAR</b> <br><b>CONSERVATION &amp; DEVELOPMENT</b>                |                                                                                    |               |
| <small>INVESTING FOR A SUSTAINABLE NATURAL ENVIRONMENT FOR FUTURE GENERATIONS OF HUMANS, ANIMALS AND PLANTS OF MADAGASCAR</small>                           |                                                                                    |               |
| <small>IN THIS ISSUE</small><br>Tortoises:<br>in situ versus ex<br>situ<br><br>Participatory<br>Fishery<br>Assessment<br><br>Rosewood Stocks<br>Scrutinized |  |               |

Madagascar Conservation & Development is the journal of Indian Ocean e-Ink. It is produced under the responsibility of this institution. The views expressed in contributions to MCD are solely those of the authors and not those of the journal editors or the publisher.

All the Issues and articles are freely available at <http://www.journalmcd.com>

Contact Journal MCD  
[info@journalmcd.net](mailto:info@journalmcd.net) for general inquiries regarding MCD  
[funding@journalmcd.net](mailto:funding@journalmcd.net) to support the journal

Madagascar Conservation & Development  
Institute and Museum of Anthropology  
University of Zurich  
Winterthurerstrasse 190  
CH-8057 Zurich, Switzerland

io@i

Indian Ocean e-Ink  
Promoting African Publishing and Education  
[www.ioeink.com](http://www.ioeink.com)

 MISSOURI BOTANICAL GARDEN

Missouri Botanical Garden (MBG)  
Madagascar Research and Conservation Program  
BP 3391  
Antananarivo, 101, Madagascar

industrielle, la mise en place d'infrastructures, l'industrialisation et l'urbanisation. Dans les régions tropicales, l'agriculture est en cause dans la grande majorité des cas. En Afrique subsaharienne, en Asie du Sud - Est, dans les régions montagneuses d'Amérique latine, on sait que des « petits paysans » défrichent la forêt naturelle ou les formations secondaires en pratiquant l'agriculture itinérante avec ou sans brûlis. Les substances nutritives contenues dans la végétation sont périodiquement mobilisées au profit de cultures vivrières. C'est largement ce qui se passe à Madagascar. Les paysans malgaches, de l'Est ou de l'Ouest, détruisent-ils la forêt pour leur bon plaisir ? La réponse, bien entendu, est négative. Les défrichements sont nécessaires en raison des faibles rendements agricoles, du coût des engrais, de l'insécurité des droits d'usage, de la faiblesse de la vulgarisation en zone rurale et forestière. Dans la plus grande partie des cas, la forêt est détruite pour satisfaire des besoins élémentaires et pour assurer la survie des populations rurales. Cependant, on défriche aussi parce que les pouvoirs publics encouragent les cultures de rente destinées à l'exportation. Il est facile d'en conclure que l'agriculteur est l'ennemi de la forêt, un constat qui se prête fort opportunément à ouvrir des colloques universitaires ou à formuler des questions d'examen. Est-ce bien exact ? Les forestiers du monde entier sont attachés à leurs forêts, mais ils ne peuvent ignorer les véritables raisons qui expliquent les grands défrichements de ces dernières décennies. Ils savent que la concurrence entre protection des forêts et agriculture est bien réelle et que l'agriculture industrielle constitue un concurrent redoutable, aux raisonnements et aux arguments essentiellement financiers. La compréhension du problème est toutefois différente en ce qui concerne l'agriculture itinérante, dont le moteur est économique et social.

Les remèdes doivent donc être identifiés dans les domaines économique et social. Sans améliorations de la productivité agricole, sans de meilleures garanties des droits d'usage ou de propriété, sans formation, sans participation des petits paysans aux gains escomptés des services de la forêt, sans promotion d'autres sources d'énergie, il ne saurait y avoir de protection efficace des massifs forestiers. Les préoccupations environnementales, pourtant absolument justifiées, à l'exemple de Madagascar, de même que l'émergence de la foresterie du carbone n'y changeront pas grand-chose si le petit paysan n'y trouve pas son compte. Les formes de gestion contractuelle des forêts vont dans le bon sens, mais leur mise en œuvre généralisée n'est pas simple. Ne faudrait-il pas songer à une communalisation de la propriété forestière, à la généralisation des services forestiers communaux, à la délivrance des permis de coupe et des droits d'usage par les autorités communales ? L'État pourrait alors concentrer ses tâches et ses moyens, assurer la haute surveillance des forêts, la gestion des aires protégées, le développement de la formation et de la vulgarisation. Actuellement à Madagascar, de vastes étendues de forêts sont victimes de l'exploitation abusive qui est faite du bois de rose, expression qui désigne quelques espèces de palissandres. Dans la logique qui prévaut ci-dessus, on peut voir un épiphénomène – porté à son paroxysme – d'une économie de chasse et de cueillette. Les prélèvements effectués en forêt par les villageois riverains pour couvrir leurs besoins quotidiens ne sont pas, en général, véritablement dommageables aux écosystèmes. Ils le deviennent dès lors que des incitations économiques faussent les

règles coutumières et encouragent l'illégalité. C'est le cas du bois de rose. Dans une telle situation, il n'y a guère que l'État pour rétablir la légalité.

Oui, une année internationale des forêts est utile. Le nombre et parfois l'ampleur des manifestations qui ont jalonné l'année 2011 dans le monde entier en témoignent. À long terme cependant, particulièrement dans les régions tropicales, la réhabilitation des forêts et le renouveau de la foresterie exigeront de plus grands efforts pour assurer une participation effective des citoyennes et des citoyens à l'aménagement et à la gestion des ressources forestières. C'est un grand défi pour les États, dont les autorités sont invitées à voir au-delà des forêts et à se pencher sérieusement sur la situation de l'agriculture. Ainsi, l'interface Homme-forêt deviendra un véritable partenariat et la forêt restera un bien précieux de l'humanité.

Jean-Pierre Sorg  
École polytechnique fédérale de Zurich  
Suisse  
E-mail: jean-pierre.sorg@env.ethz.ch